

COUP DE BARRE À DROITE...

Les élections du 21 octobre 1945 ont marqué le point culminant de l'expansion marxiste. La lutte clandestine avait préparé le terrain et la Libération avait créé le climat apte à favoriser des succès qui s'annonçaient foudroyants. Les souffrances de la guerre et de l'occupation poussaient irrésistiblement ouvriers, prisonniers libérés, sinistrés, vers les partis qui ont traditionnellement fondé leur réussite sur l'exploitation bien comprise du mythe de la révolution sociale.

Ainsi la volonté des masses les ont portés au pouvoir et contraints de faire une expérience qui a mal tourné. Qu'on nous comprenne bien: nous ne reprochons pas aux socialistes et aux communistes d'avoir échoué. Une telle attitude serait parfaitement inconséquente de notre part, puisque elle reviendrait à reconnaître qu'il est possible de résoudre les problèmes intéressant la libération du travail par la voie gouvernementale, ce que nous avons toujours nié. Le reproche que nous leur adressons, le même depuis toujours, c'est d'avoir une fois de plus versé l'illusion au cœur des prolétaires, d'avoir cultivé le goût de l'inaction et du bavardage, d'avoir en un mot détourné les travailleurs de l'action en les berçant de promesses qu'au fond ils savaient ne pas pouvoir tenir. Comme en 1919, comme en Italie en 1920, la France a peut-être connu une situation révolutionnaire en 1944. Si faible qu'ait été notre chance, le crime des disciples de Marx sera une fois encore de l'avoir délibérément étouffée.

La situation n'est déjà plus la même. La classe ouvrière est une fois de plus découragée de n'avoir rien vu venir, découragée par la misérable politique Croisat, par l'impuissance et les divisions de partis qui ne s'entendent que pour le partage du gâteau électoral pour, le peuple souverain ayant abdiqué son éphémère royauté d'un jour, donner le spectacle des plus honteuses turpitudes. Le 2 juin indique bien que les partis dits ouvriers sont sur la pente descendante et, pour notre malheur à tous, la subordination de nos syndicats vis-à-vis de l'un d'eux les condamne fatalement à subir le même sort.

Les partis de droite et modérés représentant l'opinion de la France bourgeoise vont maintenant donner le ton. La bourgeoisie se ressaisit, comme elle s'était ressaisie en 1937, un an seulement après les grèves. Que le parti communiste, affolé de se voir évincé et craignant une évolution antirusse de notre politique extérieure, essaie de redresser sa situation en contraignant la C.G.T. à déclencher une grève générale politique, et c'en est fait du syndicalisme, car nous savons trop bien que les ouvriers ne marcheraient pas. Le moment favorable est passé, la belle occasion a été criminellement gâchée et il est déjà trop tard.

La situation exigerait impérieusement que le syndicalisme français se détache des partis incapables et se replie sur lui-même. Au milieu des graves périls qui menacent les travailleurs, beaucoup d'unité pourrait sauver l'organisation ouvrière et les espoirs de libération qu'elle porte. Beaucoup d'unité et aussi beaucoup d'indépendance. Il est malheureusement à craindre que la sujétion soit trop profonde, irrémédiable, pour permettre au syndicalisme de franchir victorieusement la redoutable période de réaction que vient d'inaugurer le coup de barre à droite du 2 juin.
